RAPPORT D'ACTIVITÉS
2020-2021

Document adopté
à la réunion du conseil d'administration
du 10 juin 2021

Préparé par André Bilodeau, directeur
Et Karyne Pigeon, adjointe à la direction

3115, montée Saint-Hubert
Saint-Hubert (Québec) J3Y 4J2

Téléphone : (450) 676-8940 Télécopieur : (450) 676-7696

www.reseaudhabitationschezsoi.org

Table des matières

1. **INTRODUCTION** 1

2. **RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** 3

3. **MOT DU DIRECTEUR** 4

4. **RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 2021** 5

Survol Statistiques Générales 7

Projet SPLI (SRA/Hors-SRA) 11

Projet SRA-Provincial 15

Projet Mesure d'urgence 17

5. **L'ACCOMPAGNEMENT AU *RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI*** 20

6. **STATISTIQUES DU 1ER AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021** 22

6.1. Portrait des demandes 22

6.2. Statut des accompagnements 23

6.3. Évaluation des appels reçus 27

1. INTRODUCTION

UN PEU D'HISTOIRE

Le Réseau d'Habitations Chez Soi est un organisme sans but lucratif qui a été légalement constitué le 20 janvier 2000.

L'organisme est issu de la table de concertation sur l'habitat des personnes ayant des problèmes de santé mentale de la sous-région de Longueuil. Cette table s'était penchée sur la piètre qualité des conditions d'habitation des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Cette clientèle fragilisée et économiquement très pauvre se retrouvait dans des appartements délabrés et trop souvent au-dessus de leur capacité financière. Ce qui entraînait des conséquences très néfastes où certains devaient faire des choix entre payer leur loyer trop élevé ou manger sainement. Bref, les personnes se retrouvaient dans des conditions d'extrême pauvreté en plus de ne pas avoir accès à tout le support communautaire nécessaire.

C'est donc en réponse à cette situation dramatique que le Réseau d'Habitations Chez Soi est né.

Pour la mise en place de ce projet, la Direction de l'organisation des services à la clientèle, de feu la Régie, accordait un premier financement récurrent à l'organisme en lui confiant par le fait même le **mandat*** suivant :

- **Promouvoir le logement social pour la clientèle (mettre à la disposition de cette dernière des logements de qualité à prix modique)**

- **Accompagner les usagers : s'assurer que ces derniers aient accès aux services requis, le cas échéant, offrir de l'accompagnement aux personnes qui ne désirent pas avoir un suivi spécifique tel que le suivi intensif ou le suivi communautaire**

- **Acquérir un ou des immeubles à mettre à la disposition des usagers en besoin**

L'organisme a donc, pendant plus de cinq ans, été financé principalement à l'intérieur du « Programme d'intervention, de réadaptation et de réinsertion sociale avec hébergement en santé mentale ».

De plus, les attentes de notre bailleur de fonds tel que stipulé lors des versements, précisaient un objectif à atteindre, soit, « Développement du soutien au logement en partenariat avec le centre hospitalier Pierre-Boucher et l'hôpital Charles-Lemoyne ».

Bien entendu, depuis seize ans, un transfert de notre financement en appui à notre mission globale a été effectué vers le programme de soutien aux organismes communautaires (P.S.O.C.).

En 2004, un autre événement heureux est venu consolider notre organisme, soit l'acquisition de notre siège social grâce à un financement fédéral via le programme d'initiative de partenariat en action communautaire (IPAC) visant principalement à lutter contre l'itinérance.

C'est donc, riche de cette histoire, que s'exercent depuis plus de vingt ans les activités et services reliés à notre mission.

* Extrait du document : Maison Chez Lise. Le point sur le dossier, les stratégies d'action 18 avril 2001
Direction de l'organisation des services à la clientèle RRSSSM.

NOTRE MISSION

L'organisme doit **par différents moyens et opportunités**, permettre à **des personnes** ayant des problèmes de santé mentale ou à risque d'itinérance de vivre dans un **habitat adéquat et sécuritaire** en plus d'**avoir accès à un soutien approprié** pour améliorer leur qualité de vie.

Notre mission étant la fondation sur laquelle nous avons bâti et développé nos services, il est bon de mentionner notre philosophie ainsi que notre culture organisationnelle qui s'y rattachent.

DIFFÉRENTS MOYENS ET OPPORTUNITÉS…

Au Réseau d'Habitations Chez Soi, nous croyons qu'il existe différentes façons de poursuivre la mission de l'organisme et d'atteindre nos buts. Nous faisons donc preuve de créativité afin de trouver des moyens originaux qui répondent aux nombreux besoins de la communauté : des habitats plus adéquats, des propriétaires sensibilisés, des locataires mieux informés, une communauté plus accueillante.

DES PERSONNES…

Un autre point majeur qui guide nos actions quotidiennes, c'est que pour nous, bien au-delà des problèmes de santé mentale, se retrouve une personne citoyenne à part entière. Cette philosophie de départ nous amène à travailler sur le terrain avec différents acteurs de notre communauté. Ce que certains appellent de l'intersectorialité et que nous nommons de la diversité communautaire. Notre approche vise tout autant l'intégration sociale des personnes que nous accompagnons dans la communauté que l'amélioration de cette communauté, afin que celle-ci accepte les personnes ayant une problématique en santé mentale ou exclue de notre société. Bref, tout un défi…

Nous affirmons par le fait même, haut et fort, que le droit au logement adéquat dans une communauté adéquate est un droit fondamental pour tous les citoyens. Il y a là une responsabilité sociale importante.

Nous affirmons également qu'un habitat adéquat est un déterminant majeur de la santé physique et mentale. Il y a là une responsabilité majeure du réseau de la santé et des services sociaux.

Voilà donc les grandes lignes historiques et philosophiques qui ont guidées et qui guideront les actions et le développement du Réseau d'Habitations Chez Soi.

Nous vous invitons à les conserver précieusement en mémoire lors de la lecture de notre rapport d'activités 2020-2021.

André Bilodeau
Directeur

2. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Quelle année particulière nous venons de terminer.

Cette année, le conseil s'est rencontré à cinq reprises, évidemment de façon virtuelle. Nous avons donc fait preuve comme beaucoup d'autres, d'adaptation forcée par la crise sanitaire.

En plus de la gestion des affaires courantes, le conseil a mis l'emphase cette année sur l'amélioration des conditions de travail ainsi que sur le bien-être de l'équipe de travail

Nous avons en effet pris la décision de doter les employés d'un fonds de retraite ainsi que d'un fonds de santé et/ou bien-être, l'objectif étant d'assurer le maintien d'une équipe d'expérience capable de faire face aux nombreux défis rencontrés dans nos accompagnements.

Voilà en gros le fruit du travail du conseil cette année.

J'en profite donc pour remercier chaleureusement toutes les personnes qui, au cours de l'année, ont contribué à soutenir les objectifs de notre mission. Bref, à mes collègues membres du conseil d'administration, à nos membres et surtout, à l'équipe de travail.

Je tiens aussi à remercier nos bailleurs de fonds pour leur soutien financier ainsi que tous nos partenaires multisectoriels qui contribuent eux aussi à l'atteinte des objectifs reliés à notre mission.

Merci à tous,

David Blanchard
Président du Conseil d'Administration

3. MOT DU DIRECTEUR

Le son du silence

Quelle année lourde nous venons de terminer ! Jamais dans notre histoire nous n'avons eu à nous ajuster à un contexte aussi difficile pour continuer à soutenir les personnes faisant appel à notre organisme. Bien entendu, les confinements et les mesures sanitaires ont eu un sérieux impact sur nos façons de faire lors de nos accompagnements, mais ce qui a été le plus difficile à gérer pour moi fut la lourdeur du son du silence. Après près de 25 ans à œuvrer dans le communautaire, j'étais habitué à des débats profonds sur à peu près tous les sujets imaginables. Nous avions l'habitude de la liberté d'expression et d'opinion sur l'ensemble des politiques gouvernementales et cette année, un nouveau paradigme est apparu. Interdiction formelle de remettre en question quoi que ce soit dans la gestion gouvernementale de la Covid… Silence total et lourd généralisé. Nous avons même assisté à un dénigrement violent des quelques personnes ayant osé questionner les stratégies utilisées pour gérer cette crise. On a même poussé cette violence en allant jusqu'à psychiatriser les personnes osant avoir un regard critique sur la situation. Du jamais vu au Québec. Quelle fut notre réponse collective ? Le son du silence…

Le silence des organismes communautaires en santé mentale.

Le silence des associations de défense des droits.

Le silence des députés et des partis d'opposition.

Le silence des organismes de défense des droits des usagers du réseau de la santé.

Etc., etc., etc.

J'y inclus aussi mon propre silence pour n'avoir pas voulu payer le prix de la censure, de la stigmatisation et de la lapidation publique en remettant en question certaines stratégies utilisées au Québec dans la gestion gouvernementale de cette pandémie.

Évidemment, pour ceux et celles qui me connaissent bien, je n'ai pas l'habitude d'avoir la langue dans ma poche, mais soyons réaliste, pour discuter… il faut être au moins deux à le désirer…

Voilà en toute transparence mon sentiment en cette période sombre que nous venons de passer. J'espère sincèrement que nous pourrons collectivement en reparler, et que notre capacité à débattre de façon mature et non violente refera surface rapidement, car nous sommes un milieu avec une puissante intelligence collective qui mérite d'être exploitée et mise en lumière.

Je termine évidemment en remerciant mon équipe de travail ainsi que notre conseil d'administration d'avoir tenu le fort malgré le contexte.

Bref, je ne peux passer sous silence la qualité de votre présence.

Merci,

André Bilodeau
Directeur

4. RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 2021

Notre travail avec la collectivité et notre implication dans des lieux de concertation

Notre travail en concertation est une valeur que nous portons depuis le tout début de notre existence. Nous postulons que pour aider les personnes que nous accompagnons à s'intégrer et à bien vivre dans une communauté, nous devons nous-mêmes être un organisme bien réseauté avec cette communauté de façon à participer à sa transformation positive, et par le fait même, offrir aux personnes accompagnées un réseau solide de soutien diversifié et accueillant.

Nous sommes donc très impliqués sur les tables de concertation autant en santé mentale, en logement, en itinérance que dans d'autres lieux multisectoriels.

Notre organisme, représenté soit par la direction, nos intervenantes ou les membres de notre conseil d'administration, a participé à plus de 96 rencontres pertinentes à notre mission, et ce, pour un total de plus ou moins 480 heures de présence. C'est ce qu'on appelle un réel travail de collaboration avec nos partenaires dans le but d'améliorer la situation des personnes pour qui nous travaillons.

Qu'en est-il de l'impact de nos participations ?

Ce travail avec les partenaires multisectoriels a plusieurs facettes et impacts. Disons tout d'abord qu'il demeure fondamental de continuer de collaborer pour faire avancer différents dossiers ayant des impacts pour les personnes que nous accompagnons. Pensons à la question du développement du logement social qui est au cœur de notre participation au conseil d'administration d'Habitations Communautaires Longueuil ainsi qu'à la Coalition des organismes de l'agglomération pour le droit au logement. Il faut aussi mentionner que cette année le travail collectif en itinérance a continué de bien progresser, et ce, dans un climat où l'on sent de plus en plus que les liens se tissent entre les organismes.

Nous continuons de constater une amélioration du souci de la majorité des acteurs multisectoriels de bien arrimer les différents dossiers portés par leur concertation avec ceux des autres concertations. Il y a de plus en plus de liens communicationnels entre les acteurs. Il faut dire que souvent nous nous retrouvons tous sur différentes tables favorisant ainsi un transfert de connaissance.

Voici donc l'énumération de nos lieux d'implication regroupés par secteur :

LE LOGEMENT :

Objectif actuel : S'assurer qu'il y a développement de logements sociaux sur notre territoire et que les logements privés sont de bonne qualité.

- Conseil d'administration d'Habitations Communautaires Longueuil
- Coalition des organismes de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement
- Comité de la maison Chez Lise devenu « Un toit pour tous »
- Les assemblées du FRAPRU (Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain)
- Comité sur la crise du logement

L'ITINÉRANCE :

Objectif actuel : Soutenir l'accès à des logements pour tous ainsi qu'à une offre diversifiée de possibilité de soutien pour le maintien harmonieux en logement.

- TIRS (Table Itinérance de la Rive-Sud)
- Conseil d'administration de la TIRS
- Comité de pilotage de la SRA
- Rencontre de trajectoire SRA
- Rencontre d'Interaction pour les intervenantes
- RSIQ (Réseau Solidarité Itinérance du Québec)
- Rencontre de gestion SRA-Provincial
- Rencontre des intervenantes SRA-Provincial

LA SANTÉ MENTALE :

Objectif actuel : Promouvoir l'approche alternative et s'assurer d'un accès à des services du réseau de la santé.

- RRASMQ (Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec)
- Table de concertation en santé mentale de la Rive-Sud

LE MULTISECTORIEL :

Objectif actuel : Favoriser le développement social sur notre territoire et une collaboration multi et intersectorielle.

- Corporation de Développement Communautaire de Longueuil (CDC Longueuil)
- Développement social Saint-Hubert (D.S.S.H.)
- Développement social Vieux-Longueuil (D.S.V.L.)
- TROC-M (Table Régionale des Organismes Communautaires de la Montérégie)

Survol de nos statistiques générales

Cette année, nous avons reçu **588 demandes** qui après analyse ont mené à **516 nouveaux accompagnements** faits avec **503 demandeurs différents,** soit **262 femmes** et **241 hommes**.

Il faut aussi y ajouter les **230 personnes** dont les dossiers étaient actifs au début de l'année. Nous avons donc accompagné et supporté plus de **746 personnes, avec leurs proches et enfants,** dans une démarche visant la recherche ou le maintien dans un habitat adéquat.

Ces **746 accompagnements** ont mené à **316 déménagements** dans des habitats plus adéquats au cours de l'année 2020-2021. Signalons également qu'au 1er avril 2021, **303 dossiers** demeurent actifs.

Il est également intéressant de mentionner que les personnes ayant fait une demande à notre organisme nous ont été référées par plus de **98 organismes et établissements** heureux de pouvoir bénéficier de notre expertise. Ce qui confirme l'importance de notre travail en partenariat avec un réseau intersectoriel que nous avons su bâtir et maintenir.

Une autre donnée très préoccupante dans notre réalité organisationnelle c'est que parmi les 588 demandes d'accompagnement reçues au cours de notre année, il y avait **344 de ces demandes dont la personne était sans domicile fixe lors de cette demande. C'est donc 58,5 % de notre total de demande reçue** qui sont en fait des situations d'urgence.

Une autre donnée très parlante quant à l'importance du travail accompli par notre organisme, c'est le nombre d'interventions faites. Nous avons effectué plus de **11 383 interventions** cette année, soit **11 064 téléphoniques** et **319 en personne**.

En conclusion de ce survol statistique, nous constatons que les besoins sont énormes à chaque année et que malheureusement nous continuons de faire face à un sous financement de base et à un maintien de notre réponse aux besoins à grands coups de financement ponctuel et incertain.

Participation à l'amélioration de la réponse collective de lutte contre l'itinérance

Encore cette année, notre organisme a investi beaucoup d'énergie pour lutter contre ce fléau qu'est l'itinérance. Avant d'aller plus loin, répondons à la question : **De quoi parle-t-on?**
* Tiré de « Pour une politique en itinérance »

Un processus, pas un profil

Au cours des dernières décennies, plusieurs définitions ont été proposées par différents comités et organisations. Chacune d'entre elles a sa pertinence et met en lumière un ou des aspects particuliers, notamment des contextes régionaux. Nous avons choisi de ne pas proposer une nouvelle définition qui se voudrait « universelle », mais plutôt de faire ressortir les caractéristiques communes de l'itinérance au Québec tout en signalant l'existence de nuances régionales ainsi que les différences qu'il peut y avoir entre les situations d'itinérance vécues selon le genre ou l'âge, ou d'autres dimensions.

Parmi les caractéristiques communes à ces définitions ressortent l'exclusion, l'instabilité et le cumul de problèmes. La réalité de l'itinérance relève d'un processus d'exclusion et de marginalisation. Le terme « itinérance » recouvre une réalité complexe, résultant d'un ensemble de problématiques (notamment celle de l'absence de logement), et devant se résoudre par une combinaison de solutions.

L'itinérance ne saurait constituer un profil attaché à une catégorie ou à un groupe d'individus qui seraient davantage « prédisposés » à se retrouver itinérants : l'itinérance ne doit pas être traitée comme une maladie (au sens épidémiologique). L'itinérance n'est pas non plus une identité et il est déplorable que des personnes restent stigmatisées comme itinérantes alors même qu'elles ont quitté cette condition de vie.

Trois types d'itinérance

L'itinérance caractérise une condition de vie plus ou moins temporaire. On distingue généralement trois types, selon la durée et la fréquence des périodes d'itinérance : situationnelle ou transitoire, épisodique ou cyclique, et chronique. On constate malheureusement dans la plupart des milieux que l'itinérance chronique est plus répandue qu'auparavant et que les périodes d'itinérance se prolongent.

Un phénomène à l'ampleur dramatique

Une réalité complexe

Si l'itinérance est plus ou moins répandue selon les régions, ses visages sont partout les mêmes au Québec. L'itinérance ne se réduit plus à l'image du clochard alcoolique. Maintenant, se retrouvent à la rue des personnes issues des communautés culturelles, incluant des personnes sans statut et des autochtones, population émergente dans les grands centres urbains du Québec. Pour certains, la rue est l'aboutissement d'une longue série de difficultés, alors que pour d'autres, l'arrivée dans la rue est soudaine : perte d'emploi, rupture, problème de santé, faillite.

Si l'itinérance masculine reste majoritaire, les femmes sont de plus en plus nombreuses à vivre l'expérience de la rue, même si l'itinérance des femmes est un phénomène moins visible. La plupart des femmes se retrouvent à la rue suite à un abandon ou à une rupture ou pour fuir une situation violente qui les met dans une précarité extrême au plan tant financier que social. Beaucoup d'entre elles ont des parcours liés à l'errance, sans nécessairement être à la rue, et changent fréquemment de lieu de vie. Celles qui sont avec leur(s) enfant(s) sont particulièrement vulnérables.

L'itinérance se vit à tous les âges

Le spectre d'âge s'élargit aussi : les jeunes sont de plus en plus jeunes et les personnes âgées sont aussi plus nombreuses à vivre un passage dans la rue. Alors que l'itinérance auparavant était le lot de personnes seules, on voit maintenant des couples et de plus en plus de familles (monoparentales ou biparentales) à la rue ou en situation de grande précarité.

Les ressources se retrouvent alors confrontées à une toute nouvelle demande de services. Si l'image du jeune punk avec son squeegee fait maintenant partie du paysage dans les grandes villes québécoises, le portrait des jeunes de la rue est beaucoup plus diversifié, de même que leur parcours : fugueur des centres jeunesse (auxquels s'ajoutent de plus en plus de fugueurs non déclarés), jeune venu de région pour travailler en ville, prostitué, jeune parti passer une fin de semaine loin de chez lui ou qui a été mis à la porte de chez ses parents, utilisateur de drogues, jeune s'insurgeant contre la société, l'autorité, etc. De la même façon, l'itinérance des personnes âgées a aussi plusieurs facettes : elles font face à des problèmes de santé physique plus importants et de perte d'autonomie en plus de problèmes de consommation, d'isolement et de désorganisation courants chez les personnes itinérantes.

Diverses problématiques

Outre les problèmes liés au logement, à la pauvreté et à l'exclusion sociale, les personnes en situation d'itinérance connaissent diverses problématiques de santé ou de santé mentale. Plusieurs vivent avec des maladies infectieuses comme l'hépatite ou le VIH/sida. Beaucoup connaissent la dépression ou des troubles de santé mentale (schizophrénie, troubles de la personnalité, troubles affectifs, etc.). Un grand nombre sont consommateurs d'alcool, de psychotropes (drogues injectables ou non), de médicaments (prescrits ou non) ou sont des joueurs compulsifs.

Des dénominateurs communs

Au-delà des différences d'âge et de genre et des parcours individuels, l'itinérance a plusieurs dénominateurs communs.

Vivre l'itinérance, c'est ne pas avoir de lieu à soi où dormir : nombreux sont ceux qui couchent dans un refuge ou une maison d'hébergement, et il est difficile de savoir combien sont ceux qui le font dans la rue, dans un parc, dans un édifice abandonné, dans une maison de chambres, sur le sofa de quelqu'un, sur une chaise aux urgences, dans une voiture…

Vivre l'itinérance, c'est vivre sans un sou en poche dans une société où tout s'achète. La pauvreté économique est le lot de toutes les personnes itinérantes. Elles doivent compter sur les ressources communautaires d'aide et elles doivent développer des stratégies de survie telles que la quête, le squeegee ou le travail du sexe, qui est de plus en plus répandu.

Vivre l'itinérance, c'est être seul et en détresse : les intervenantEs font le constat que la détresse psychologique est répandue chez les personnes en situation d'itinérance et que plus cette détresse est grande, plus les problématiques s'aggravent, que ce soit la consommation d'alcool ou de drogue, le jeu compulsif, le recours à la violence ou encore les troubles de santé mentale.

Vivre l'itinérance, c'est faire face quotidiennement aux préjugés et à la judiciarisation institutionnalisée. Les personnes en situation d'itinérance sont des citoyenNEs à part entière qui ne se voient pourtant accorder ni droits, ni poids politique. Elles sont de plus en plus judiciarisées : elles subissent répression et discrimination parce qu'elles sont plus visibles dans l'espace public, reçoivent des contraventions et finissent par être incarcérées.

Elles ne sont pas considérées au même titre que les autres citoyens et sont souvent victimes du syndrome du « pas dans ma cour ». Les ressources qui leur viennent en aide sont aussi touchées par le même syndrome : plusieurs ont vu leur implantation bloquée par des citoyens ou des pouvoirs publics récalcitrants.

Vivre l'itinérance, c'est faire face à tous ces problèmes en même temps. La complexité des situations est un enjeu majeur… La pauvreté économique, l'absence de toit, la santé, la consommation, la vie sociale et communautaire forment un tout sur lequel il faut intervenir. Surtout, c'est lorsque l'accompagnement et le support tardent à venir que les situations s'aggravent au point que les personnes se retrouvent tellement désaffiliées et désorganisées que leur situation devient très lourde à renverser.

L'itinérance, des enjeux pour la collectivité

L'itinérance concerne de plus en plus de personnes parce que **le filet social se détend et le contexte sociopolitique crée de l'exclusion et de la pauvreté**. L'itinérance est un phénomène social causé avant tout par un ensemble de facteurs structurels auxquels il faut s'attaquer pour le prévenir et le réduire.

Parmi les **facteurs structurels**, on retrouve la pauvreté, le chômage, les mutations de la famille et de l'économie et les migrations vers les centres urbains. Le marché de l'emploi est de plus en plus un facteur d'exclusion à cause de la précarisation et des difficultés d'accès. La pénurie de logements abordables a un impact majeur et direct sur l'augmentation de l'itinérance. De plus, différentes réformes ont conduit à un désengagement de l'État : dans le domaine de la santé et de services sociaux, dans le soutien au revenu (aide sociale, assurance emploi), le logement social (arrêt des investissements fédéraux), etc. Enfin, parmi les facteurs structurels, soulignons des dimensions socioculturelles telles que la stigmatisation des personnes aux prises avec un problème de santé mentale ou de toxicomanie ainsi que de celles ayant un passé institutionnel.

Les personnes assistées sociales de même que les jeunes font aussi face à une discrimination croissante, notamment dans l'accès au logement. La faiblesse des grandes valeurs collectives de solidarité et de justice sociale soutenant un projet de société peut aussi être considérée comme un facteur d'exclusion ayant pour conséquence la montée de l'intolérance. À ces facteurs structurels se combinent des facteurs individuels : des histoires de vie marquées par des échecs, des situations de crise, de difficultés profondes, de ruptures, des problèmes de santé mentale, de dépendances (toxicomanie, jeu compulsif, alcoolisme, etc.), de violence familiale. Le faible niveau de scolarisation, l'isolement social, l'âge, la faible estime de soi ou des problèmes de santé physique peuvent également accentuer la vulnérabilité des personnes.

Il y a de plus en plus d'itinérance chronique parce que **les situations des personnes sont de plus en plus complexes** et que les portes de sortie sont alors de plus en plus difficiles à franchir. Certes, l'itinérance se vit de plusieurs façons, mais la réponse de la collectivité au phénomène influence la durée des périodes d'itinérance et les impacts sur les individus à long terme, notamment en matière de possibilités d'insertion / réinsertion sociale.

Certains se retrouvent dans un cul-de-sac parce qu'**il n'existe pas assez de ressources en mesure de les** accompagner dans toutes les dimensions de leur parcours, parce qu'il faudrait **des interventions toujours plus pointues, à long terme, qui placent la personne au centre de sa démarche**.
Par ailleurs, les groupes communautaires sont souvent astreints à des obligations de résultats qui se conjuguent mal avec l'**approche qualitative, globale et à long terme** qu'exige l'intervention en itinérance.

Les groupes communautaires connaissent souvent une situation de sous-financement, ce qui contribue au **débordement des ressources**. Beaucoup de groupes déplorent aussi un manque de moyens qui les empêche d'assurer un **accompagnement ou un suivi après la sortie de la rue** auprès des personnes avec lesquelles ils ont créé des liens significatifs.

C'est ainsi que des personnes trouvent des portes fermées. Elles passent alors d'une ressource à l'autre, d'une région à une autre, dans l'espoir d'y trouver l'accompagnement adéquat. La mobilité des personnes est grande et constitue un défi pour la continuité de l'intervention.

Finalement, beaucoup retournent à la rue faute d'alternative.

Cette année, nous avons poursuivi notre projet SRA avec les autres partenaires et nous constatons un raffinement intéressant de nos collaborations, et ce, pour le plus grand bien des personnes accompagnées. Évidemment, nous continuons de travailler avec tous les autres acteurs, ne faisant pas partie de ce projet, et là encore, les collaborations vont bon train permettant d'offrir aux personnes, itinérantes ou à risque, un grand réseau de possibilité de soutien. Par ailleurs, et tel que mentionné, nous constatons que nos ressources humaines ne sont pas à la hauteur des besoins de par une trop grande demande d'accompagnements.

Regardons maintenant quelques chiffres concernant notre travail d'accompagnement.

Statistiques projet Vers un chez-soi (SRA et Hors SRA)

Cette année, c'est **245 demandes d'accompagnement** qui ont été acceptées et faites. Ces accompagnements ont mené à la relocalisation de **147 accompagnés**. Nous utilisons le terme « accompagné » parce qu'il inclut plus de **377 personnes** dans les faits. C'est-à-dire que nous y retrouvons **171 personnes seules**, **41 familles monoparentales**, **17 familles biparentales** et également **16 couples**. Encore une fois, ce fut donc un travail colossal effectué par nos intervenantes.

Pour réussir ces accompagnements, c'est plus de **4666 interventions** diverses qui ont été effectuées, allant de la recherche et la visite de logements, l'accompagnement vers des banques alimentaires, la recherche de meubles, la gestion de crise, la signature de baux, etc. Voilà donc, en quelques mots, le portrait des multiples services offerts aux personnes dans ce projet. On y constate rapidement que la lutte contre l'itinérance va bien au-delà du simple fait de trouver un logement, et ce n'est là qu'une partie de la réalité.

Un autre point très important que nous découvrons à la lecture de nos statistiques c'est que les personnes sans domicile fixe nous sont référées par 65 partenaires différents.

Elles nous arrivent de tous bords tous côtés et pour la majorité, référées par des organismes n'étant pas identifiés comme des organismes itinérance. Ce point démontre qu'il est fondamental de développer une réelle communauté multisectorielle engagée, informée et efficace dans la lutte contre l'itinérance.

Mais avant voici le tableau de ces référents.

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE AYANT FAIT UNE DEMANDE TÉLÉPHONIQUE

344 personnes référées par 65 organismes et institutions

Abri de la Rive-Sud	41	Hôpital Charles-Lemoyne	37
Accès	4	Hôpital du Haut-Richelieu	1
Agent de probation	1	Hôpital Pierre-Boucher	9
Alliance Carrière Travail	1	Institut Nazareth et Louis-Braille	1
Ancien dossier	35	Internet	3
Bottin	2	La Chaumière	2
C.L.S.C. de Châteauguay	1	La Croisée de Longueuil	1
C.L.S.C. des Patriotes	1	L'Antre-Temps	1
C.L.S.C. des Seigneuries	1	La Siesta	2
C.L.S.C. Longueuil Ouest	6	Le Relais	2
C.L.S.C. Saint-Hubert	3	Ligne 811	1
C.L.S.C. Samuel de Champlain	16	Ligne 211	11
C.L.S.C. Simonne Monet Chartrand	7	Ligne 311	1
CAB Les p'tits bonheurs de Saint-Bruno	1	Macadam Sud	11
Carrefour pour elle	11	Maison Joins-Toi	1
CAVAC	1	Maison Williams	1
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	1	Old Brewery Mission	1
Centre de justice de proximité	1	OMH de Longueuil	14
Centre des femmes de Longueuil	2	OMH de Marguerite-d'Youville	1
Centre local d'emploi	1	Our Harbour	1
CHUM	2	Pavillon Foster	1
Citoyen	28	Pavillon Marguerite de Champlain	8
Clinique médicale 3000	1	PEP – Charles-Lemoyne	3

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE AYANT FAIT UNE DEMANDE TÉLÉPHONIQUE

344 personnes référées par 65 organismes et institutions

CRDI	1	Police	1
Croix-Rouge	3	Repas du passant	3
Député	1	SEMO	2
DPJ	3	Service Incendie	1
D'un couvert à l'autre	1	Société d'Habitations du Québec	1
Entraide Chez Nous	3	SOS Violence Conjugale	1
Entre-Deux	2	Ville de Brossard	1
Grand Motel Saint-Hubert	1	Ville de Longueuil	18
Habitations Paul-Pratt	1	Virage	5
Halte du coin	13		

Statistiques Vers un chez-soi			
Du 1er avril 2020 au 31 mars 2021			
SRA		**Hors SRA**	
Nombre de demandes	134	Nombre de demandes	111
Logements trouvés	68	Logements trouvés	79
Interventions		**Interventions**	
Téléphoniques	2178	Téléphoniques	2379
En personne	70	En personne	39
Sexe		**Sexe**	
Femmes	54	Femmes	70
Hommes	80	Hommes	41
Groupe d'âge		**Groupe d'âge**	
18-24	5	18-24	3
25-34	34	25-34	19
35-44	24	35-44	24
45-54	30	45-54	19
55-64	32	55-64	34
65 et plus	9	65 et plus	12
Statut social		**Statut social**	
Seul(e)	105	Seul(e)	66
Monoparental(e)	10	Monoparental(e)	31
Famille	6	Famille	11
Couple	13	Couple	3

Participation à la mise en œuvre du projet de stabilité résidentielle avec accompagnement en collaboration avec le CISSSME et le CISSSMC

Cette année a été marquée par la poursuite de ce projet en collaboration avec les deux CISSS.

Nous avons donc participé aux rencontres visant à poursuivre l'amélioration de nos collaborations dans ce projet de façon à optimiser l'impact de celui-ci sur la population en instabilité résidentielle. En ce qui nous concerne, ce projet nous a permis de prioriser et mieux desservir la clientèle hospitalisée en psychiatrie, et ce, en collaboration étroite avec les équipes des CISSS. On peut solidement affirmer que ce projet donne d'excellents résultats et vient bonifier l'offre de services existants dans la lutte contre l'itinérance et l'instabilité résidentielle.

En un mot, une excellente collaboration avec les CISSS dans ce dossier dès la première année.

Statistiques projet SRA-Provincial

Rapport de Avril 2019 à Mars 2021

STATISTIQUES ANNUELLES
Avril 2020 à Mars 2021

ACCOMPAGNEMENT TOTAL : 75

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 35
CLSC Samuel-de-Champlain : 14
CLSC Saint-Hubert : 2

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 7
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 9
L'Accès : 2
CLSC Longueuil Ouest : 4

Équipe SRA-Provincial : 2

LOGEMENTS TROUVÉS TOTAUX : 48

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 26
CLSC Samuel-de-Champlain : 7
CLSC Saint-Hubert : 1

CUMULATIF TOTAL DU PROJET
Avril 2019 à Mars 2021

ACCOMPAGNEMENT TOTAL : 121

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 62
CLSC Samuel-de-Champlain : 15
CLSC Saint-Hubert : 3

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 20
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 12
L'Accès : 3
CLSC Longueuil Ouest : 4

Équipe SRA-Provincial : 2

LOGEMENTS TROUVÉS TOTAUX : 80

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 43
CLSC Samuel-de-Champlain : 8
CLSC Saint-Hubert : 2

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 6
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 4
L'Accès : -
CLSC Longueuil Ouest : 3

Équipe SRA-Provincial : 1

TOTAL DES INTERVENTIONS

Téléphoniques : 1933
En personne : 86

SEXE

Femmes : 31
Hommes : 44

GROUPE D'ÂGE

18 – 24 : 4
25 – 34 : 24
35 – 44 : 19
45 – 54 : 11
55 – 64 : 13
65 et + : 4

STATUT SOCIAL

Seul(e) : 59
Monoparental(e) : 9
Famille : 5
Couple : 2

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 15
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 7
L'Accès : 1
CLSC Longueuil Ouest : 3

Équipe SRA-Provincial : 1

TOTAL DES INTERVENTIONS

Téléphoniques : 2870
En personne : 163

SEXE

Femmes : 47
Hommes : 74

GROUPE D'ÂGE

18 – 24 : 7
25 – 34 : 31
35 – 44 : 34
45 – 54 : 24
55 – 64 : 19
65 et + : 6

STATUT SOCIAL

Seul(e) : 100
Monoparental(e) : 13
Famille : 6
Couple : 2

Projet « Mise en place de mesure de soutien et d'hébergement pour les personnes sinistrées ou évacuées »

Malheureusement, ce projet n'a pas obtenu de financement cette année et a dû être mis sur la glace.

Ceci étant dit, sa pertinence ne fait aucun doute dans nos esprits et également chez nos partenaires à la Ville de Longueuil. D'ailleurs, les statistiques qui suivent démontrent clairement les besoins pour ce type de mesure.

Bref, le projet est en attente d'une réponse au besoin de financement.

À suivre.

Voici donc quelques statistiques et données de nos accompagnements de type « mesure d'urgence » pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021.

Statistiques « Mesure d'urgence »
Sinistrées et évacuées

Nombre d'accompagnements : 25			
Intervention Téléphonique	630	**Intervention en personne**	32

TYPE DE SINISTRE			
Bâtiment non-conforme	1	**Habitation illégale**	4
Dégât d'eau	1	**Impropre à l'habitation**	2
Feu	16	**Infestation**	1

SECTEUR			
Boucherville	2	**Longueuil**	9
Brossard	2	**St-Hubert**	1
Greenfield Park	9	**St-Lambert**	1
Lemoyne	1		

PERSONNE AU TOTAL					
Adulte		37	**Enfant**		9
ÂGE					
0 à 5 ans	3	**18 à 24 ans**	6	**45 à 54 ans**	5
6 à 10 ans	2	**25 à 34 ans**	4	**55 à 64 ans**	9
11 à 17 ans	4	**35 à 44 ans**	5	**65 ans et +**	8

PERSONNE AYANT FAIT LA DEMANDE		STATUT SOCIAL	
Femme	12	**Seul(e)**	15
		Monoparental(e)	3
Homme	13	**Famille**	4
		Couple	3

RÉFÉRENCES			
Ancien dossier	1	**Comité Logement Rive-Sud**	1
Centre des femmes de Longueuil	1	**Croix-Rouge**	2
Citoyen	1	**OMH de Longueuil**	3
Clinique externe de psychiatrie de l'Hôpital Charles-Lemoyne	1	**Service des incendies**	1
CLSC Longueuil Ouest	1	**Ville de Brossard**	1
CLSC Samuel de Champlain	1	**Ville de Longueuil**	11

Revenons maintenant aux autres priorités de notre plan d'action 2020-2021.

❑ PROMOTION DU LOGEMENT SOCIAL, UN DÉTERMINANT DE SANTÉ POUR LES PERSONNES AYANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE

Encore cette année, c'est principalement via notre implication à Habitations Communautaires Longueuil que nous avons agi. Quatre gros projets sont en cours d'élaboration, comprenant tout près de 400 unités de logements pour HCL. Un de ces projets étant celui sur le terrain du Repas du passant qui permettra une relocalisation de l'organisme dans des locaux répondant mieux à leur besoin et fournissant également une trentaine de logements pour les personnes en situation d'itinérance chronique qui, trop souvent, doivent se contenter de solutions très limitées au niveau de leur qualité de vie.

Par ailleurs, bien qu'HCL a le vent dans les voiles au niveau de l'élaboration de projet, malheureusement le gouvernement via la Société d'Habitations du Québec ne délivre pas le financement et les unités à la même vitesse que nos projets déposés. Il faut donc aussi agir à ce niveau politique si on veut améliorer les conditions d'habitation de la population.

Nous continuons également notre implication à la Coalition pour le droit au logement de l'agglomération de Longueuil.

En terminant, mentionnons encore cette année notre implication au FRAPRU et au Réseau Solidarité Itinérance du Québec qui ont été les leviers sur lesquels nous avons poussé au niveau provincial et fédéral la question du logement. Rappelons que sans une volonté politique au provincial et au fédéral menant à des programmes et des budgets de développement, tous les efforts locaux ne pourraient aboutir à des projets concrets.

❑ CONCLUSION

En conclusion, 2020-2021 a été encore une fois une année très chargée à tous les niveaux. Bien que nous avons dû ajuster nos accompagnements en fonction des restrictions gouvernementales, nous avons su répondre aux besoins de notre communauté autant de par nos accompagnements individuels que par notre impact en transformation sociale en agissant sur le développement de logements sociaux ainsi que sur le développement et l'amélioration des services visant la stabilité résidentielle.

Bref, merci et chapeau à toute l'équipe, aux membres et partenaires de notre organisme. Je veux également remercier les bailleurs de fonds. Vous êtes tous indispensables à la réalisation de notre mission.

Merci à tous,

André Bilodeau
Directeur

5. L'accompagnement au *Réseau d'Habitations Chez Soi*

Demeurer dans un habitat adéquat est un droit légitime pour quiconque. Aussi, faut-il prendre les bons moyens pour y accéder.

Pour les personnes vivant des problèmes de santé mentale ou à risque d'itinérance, le *Réseau d'Habitations Chez Soi* est un outil important dans la quête d'un habitat adéquat. La mission de l'organisme étant de permettre à ces gens de vivre dans un habitat adéquat et sécuritaire en plus d'avoir accès à un soutien approprié pour améliorer leur qualité de vie, il va sans dire que les différentes actions sont posées en ce sens au sein de l'organisme.

L'évaluation et l'analyse des besoins de la personne

L'activité principale de l'équipe est l'accompagnement des personnes dans leur démarche de recherche d'un habitat adéquat. Référées entre autres par les organismes du milieu, les hôpitaux, l'OMH de Longueuil, les CLSC ou encore par des pairs, ces personnes connaissent diverses situations : sans domicile fixe, évincée d'un logement, habitant une ressource de type familiale ou une maison de chambre, à l'hôpital depuis 3 mois, etc. Toutes ont leurs petites histoires.

Et toutes aspirent à un habitat adéquat. Ce sera parfois un nouveau logement, une chambre, une chambre et pension ou un logement partagé. Pourquoi pas le même logement? La première tâche de l'intervenante sera de bien cerner les besoins de la personne en matière d'habitat. Il faudra tenir compte de son budget, de ses possibilités, de son degré d'autonomie, de ses ressources. Il faudra aussi considérer ses préférences, ses désirs.

L'intervenante fera alors l'évaluation et l'analyse de la situation afin d'aider la personne dans sa démarche vers un chez-soi adéquat.

L'éducation

Dans un objectif d'appropriation du pouvoir, l'approche des intervenantes auprès des personnes accompagnées se veut éducative. Par exemple, dès la première rencontre, des sujets tels la crise du logement et le coût des loyers sont abordés. L'accompagnement devient ici un moyen efficace pour mieux connaître le contexte. Durant l'entrevue, la personne a l'occasion de discuter de ses expériences antérieures, et peut ainsi prendre conscience de ce qui a plus ou moins bien fonctionné, auparavant. À son tour, l'intervenante donne les conseils importants pour les appels, la visite de logements, en s'appuyant d'outils pratiques. Bien préparé, le futur locataire est donc moins démuni lors de ses prochaines visites. Dans une même approche d'appropriation du pouvoir, la personne est encouragée à effectuer des recherches et à en faire part à l'intervenante.

De plus, un loyer devant faire partie du budget, l'intervenante voit avec la personne qu'elle accompagne les capacités de payer de celle-ci. C'est alors l'occasion de mesurer l'aisance de fonctionner avec un budget, aussi simple soit-il. L'occasion aussi d'en enseigner les simples rudiments.

L'éducation populaire ne se termine pas ici puisqu'au cours de l'accompagnement tout se prête à ce type d'activité : les relations avec le propriétaire et les voisins, l'entretien du logement, les règlements...

Cette approche aura pour effet d'engager la personne dans sa démarche.

La visite des habitats adéquats

Trouver un chez-soi adéquat est le but ultime de la démarche. Lors de l'évaluation de la demande, la personne aura pris le temps de bien exprimer ses besoins et ses préférences. Ainsi, la recherche sera orientée en fonction de cette réflexion. La présence de l'intervenante lors des visites, selon les témoignages, donne plus d'assurance et aide à bien cerner tous les détails de l'habitat visité. Le lien avec le locateur s'avère plus facile pour certains. On apprécie bien sûr l'aspect pratique : l'accès à un transport. Pour plusieurs personnes, les distances devenant des obstacles insurmontables, ce support technique est remarqué. Quelques personnes quant à elles, manifestent le désir d'effectuer seules leurs visites. L'accompagnement s'adapte donc aux besoins et au degré d'autonomie de la personne.

Si le soutien de l'intervenante est apprécié lors des visites, il l'est d'autant plus lorsque vient le moment de la signature du bail.

La recherche des différents habitats

La recherche s'effectue de multiples façons. Celle orientée vers le marché privé consiste tout d'abord à faire un tri parmi les petites annonces des hebdos de la région. Les quartiers sont aussi régulièrement visités afin d'y dénicher les annonces « À louer ». Les autres habitats (appartements ou chambres et pensions) proviennent d'édifices appartenant à quelques propriétaires collaborateurs qui ont compris les avantages à travailler avec un organisme comme le *Réseau d'Habitations Chez Soi.*

Quant aux autres habitats, il y a aussi le logement social. Chaque personne est effectivement accompagnée vers l'Office municipal d'habitation. Elle peut ainsi y faire sa demande de HLM. L'accès à quelques projets d'habitation ayant émergé depuis quelques années permet une plus grande variété d'habitats.

Le suivi pour un maintien harmonieux en logement

Accéder à un habitat adéquat est l'objectif. Y demeurer c'est le défi. Voilà pourquoi l'accompagnement ne se termine pas lorsque le logement est trouvé. Le mandat de l'organisme est aussi de s'assurer que la personne connaîtra une expérience positive. Dès la première rencontre, l'intervenante a remis à la personne un bottin de ressources dans lequel se retrouvent les coordonnées des organismes nécessaires à un bien-être : dépannage alimentaire, meubles usagés, groupes d'entraide, CLSC, centre de crise, etc. On verra fréquemment l'intervenante aller présenter un organisme à une personne dans le besoin.

L'intervenante adapte son support à chaque personne. L'évaluation permet habituellement de mesurer si l'une d'elles nécessite un suivi communautaire. La référence est alors effectuée.

Sans être un suivi intensif, la personne a la possibilité de rester en contact avec l'intervenante et l'organisme. Ainsi pour des questions ou des besoins ponctuels en matière de logement, le *Réseau d'Habitations Chez Soi* devient la référence pour les personnes qui ont un jour été accompagnées.

Réseau d'Habitations Chez Soi

6. Statistiques du 1er avril 2020 au 31 mars 2021

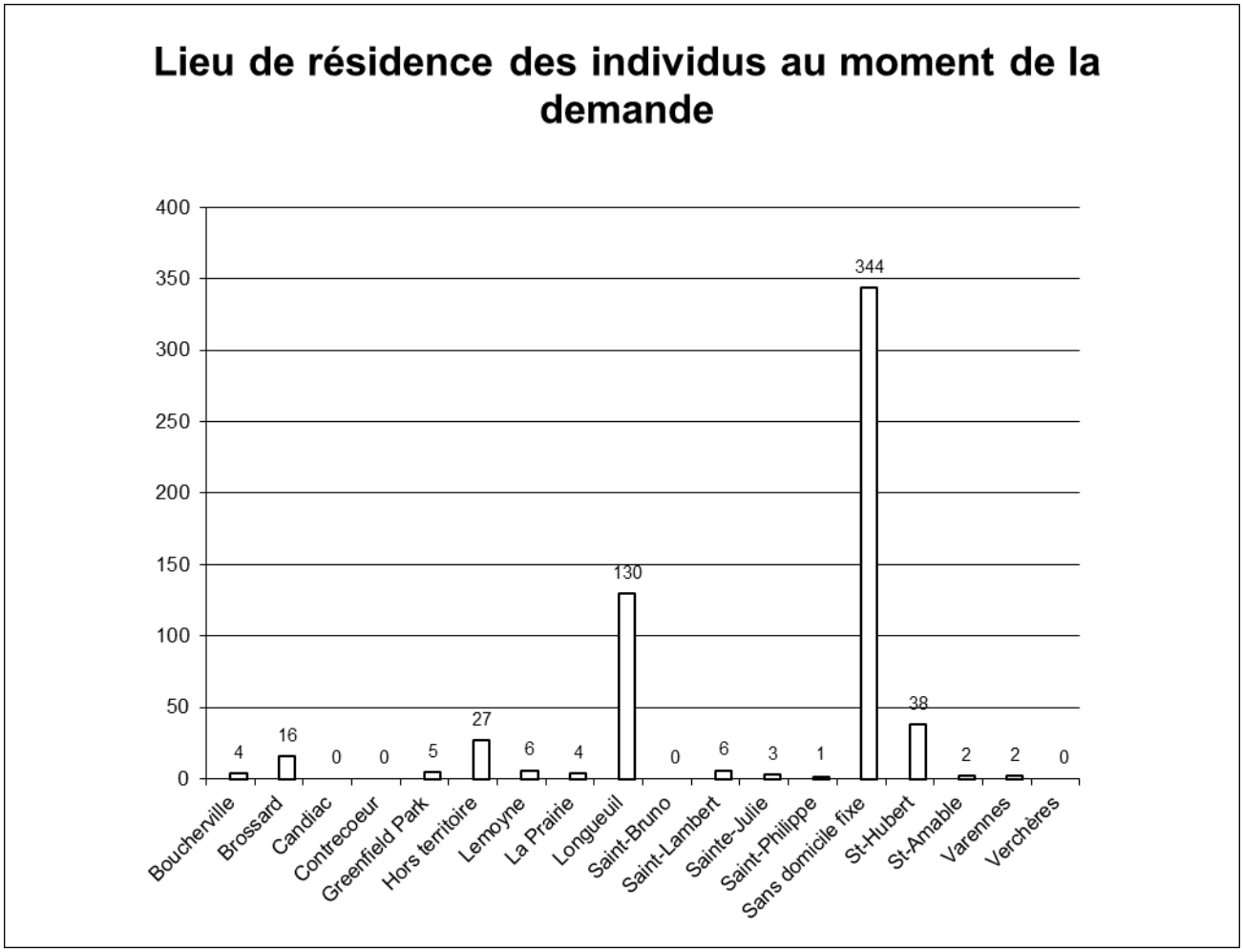
6.1 Portrait des demandes

Parmi les 588 demandes, nous avons effectué 516 nouveaux accompagnements avec 503 personnes soit 262 femmes et 241 hommes

Un des objectifs principaux de ce portrait est d'identifier notre rayonnement territorial ainsi que la concentration des besoins dans certains secteurs.

Âge et statut des nouveaux accompagnements

18 - 24 :	19	Seul :	355
25 - 34 :	104	Monoparental :	83
35 - 44 :	106	Famille :	49
45 - 54 :	88	En couple :	29
55 - 64 :	121		
65 et + :	78		



N.B.: La différence entre le nombre de demandes et les accompagnements s'explique par diverses raisons. Certaines personnes ont réussi à trouver un logement avant l'évaluation, d'autres ont été dirigées vers différentes solutions potentielles visant le maintien ou une relocalisation, et d'autres n'ont pas donné suite à leur demande.

RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI

Statistiques au 31 mars 2021

6.2 STATUT DES ACCOMPAGNEMENTS

Définitions :

Actifs en recherche : La personne accompagnée est supportée dans la recherche d'un habitat adéquat. Exemple : Logement plus grand, plus petit, de meilleure qualité ou encore dans un quartier répondant mieux à ses besoins.

Actifs en suivi : La personne reçoit le soutien de nos intervenant(e)s de façon à assurer un maintien harmonieux en logement ou encore à éviter la perte de son logement en intervenant auprès de son propriétaire. Ce soutien se fait en collaboration avec les intervenant(e)s gravitant autour de la personne lorsque celle-ci a déjà un suivi dans la communauté, ce qui n'est pas toujours le cas.

Dossier en suspens : L'accompagnement, c'est-à-dire la recherche ou le suivi, peut être suspendu pour diverses raisons. (perte de contact, hospitalisation à long terme, etc.)

Dossier fermé : Nous utilisons ce terme principalement lorsque la personne est bien établie dans son nouvel environnement et que le soutien de notre équipe n'est plus requis, soit parce que la personne fait preuve d'une bonne autonomie ou encore parce qu'elle a un suivi d'un autre service. Il arrive occasionnellement que le dossier soit fermé suite à une perte de contact à long terme avec la personne.

ACCOMPAGNEMENTS

DOSSIERS ACTIFS TOTAUX	ACTIFS EN RECHERCHE	ACTIFS EN SUIVI	DOSSIERS EN SUSPENS	DOSSIERS FERMÉS
263	61	202	40	443

N.B. Au 1er avril 2020, nous avons débuté l'année avec 230 dossiers :

- 49 en recherche
- 130 en suivi
- 51 en suspens

Logements trouvés 1 avril 2020 au 31 mars 2021
316

TYPE DE LOGEMENTS TROUVÉS								
PRIVÉS								
1½	2½	3½	4½	5½	6½	Maison	Chambre	Chambre & pension
15	15	50	88	28		2	79	8

COMMUNAUTAIRES						
HLM	PSL	PSL santé	Supervisé	COOP	OBNLH	
7	6	7	6	3	Subventionné	Non-subventionné
						2

Références

SOURCES	NOMBRE
Accès (L')	8
ACEF	1
Affiche extérieur RHCS	1
Agent de probation	1
Alliance Carrière Travail	1
Alternative Centregens	1
Ancien dossier	61
Bottin Réseau d'Habitations Chez Soi	4
Carrefour pour elle	15
CAVAC	1
Centre communautaire des aînés de Longueuil	2
Centre d'action bénévole de la Rive-Sud	2
Centre d'action bénévole les p'tits bonheurs	1
Centre de formation professionnelle Pierre-Dupuy	1
Centre de justice de proximité	1
Centre de médecine familiale Herzl	1
Centre de référence du Grand Montréal	1
Centre des Femmes de Longueuil	4
Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)	1
Centre Local d'emploi de Longueuil	2
Centre psychosocial Richelieu-Yamaska	1
Citoyen	60
Clinique externe Pierre-Boucher	1
Clinique médicale 3000	1
C.L.S.C. Châteauguay	1
C.L.S.C. des Patriotes	1
C.L.S.C. du Richelieu	1
C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve	1
C.L.S.C. Kateri	5
C.L.S.C. Longueuil Ouest	20
C.L.S.C. René Cassin	1
C.L.S.C. Saint-Hubert	11
C.L.S.C. Samuel de Champlain	29
C.L.S.C. Simonne Monet Chartrand	26
C.L.S.C. Seigneuries	4
Comité Logement Rive-Sud	4
CRDI	2
Croix-Rouge	3
Député	2
DPJ	9
D'un couvert à l'autre	1
Écoute Entraide	1
École Camille-Laurin	1
École Gérard-Fillion	1
École Lionel-Groulx	1

SOURCES	NOMBRE
Emploi Québec	1
Entraide Chez Nous	3
Espoir	3
Friperie communautaire Comptoir Saint-Vincent-de-Paul	1
Grand Motel Saint-Hubert	1
Habitations Paul-Pratt	1
Hébergement la Casa Bernard-Hubert	2
Hôpital Charles-Lemoyne	48
Hôpital Haut-Richelieu	1
Hôpital Pierre-Boucher	9
Institut Nazareth et Louis-Braille	2
Internet	9
L'Abri de la Rive-Sud	42
L'Antre-Temps	1
L'Autre Maison	1
La Chaumière	3
La Croisée de Longueuil	2
La Halte du coin	13
Le 2159	3
Le Chaînon	1
L'Entre-Deux	3
L'Envol	2
Le Relais	2
Le Repas du passant	5
Le Virage	7
Ligne 211	16
Ligne 311	2
Ligne 811	3
Macadam Sud	15
Maison de la Paix	1
Maison Joins-toi	1
Maison Tournesol	1
Maison Williams	1
Mille et une rues	1
Motel La Siesta	2
MRC Marguerite d'Youville	1
Office Municipal d'Habitation de Longueuil	22
Office Municipal d'Habitation Marguerite d'Youville	2
Old Brewery Mission	1
Our Harbour	1
Paroisse Sainte-Marguerite-Bourgeoys	1
Pavillon Foster	1
Pavillon Marguerite de Champlain	8
Policier	3

SOURCES	NOMBRE
Programme PEP – Hôpital Charles-Lemoyne	4
SEMO	2
Service des incendies	1
SIV – Hôpital Pierre-Boucher	1
Société d'Habitation du Québec	1
S.O.S. Violence conjugale	3
Ville de Brossard	2
Ville de Chambly	1
Ville de Longueuil	26

Total : 588

RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI

Statistiques au 31 mars 2021

6.3 ÉVALUATION DES APPELS REÇUS

DATE	TOTAUX	SEXE		RAISON DE L'APPEL			
				SERVICES			
		F	M	Information	Demande	Suivi	Divers
Avril	580	279	301	64	43	473	0
Mai	713	370	343	80	60	573	0
Juin	903	426	477	97	63	743	0
Juillet	761	382	379	86	52	623	0
Août	347	187	160	59	30	258	0
Septembre	614	322	292	44	41	529	0
Octobre	653	313	340	37	52	564	0
Novembre	644	323	321	44	42	555	3
Décembre	444	244	200	30	31	383	0
Janvier	581	260	321	43	55	483	0
Février	748	357	391	61	51	636	0
Mars	800	477	323	74	68	658	0
CUMULATIF	***7788***	***3940***	***3848***	***719***	***588***	***6478***	***3***

L'évaluation de nos appels reçus nous permet d'avoir un portrait organisationnel global de ce pour quoi les gens nous contactent.

On y constate 719 appels pour des informations concernant nos services, mais également, les services existant sur le territoire. Ces appels d'informations deviennent parfois de véritables interventions d'urgence auprès de personnes désespérées de trouver une solution à leur problème de logement. Heureusement, les informations données ainsi que les pistes de solution présentées réussissent parfois à dénouer les impasses dans lesquelles se retrouvent ces personnes. Bref, bien que non compilés comme des demandes, cela mène souvent à des solutions à leur problème de logement. Ce qui confirme notre rôle au niveau de l'info-référence des différents services nécessaires au maintien dans la communauté.

NOS AFFILIATIONS

- Coalition pour le droit au logement de l'Agglomération de Longueuil
- Corporation de développement communautaire de l'agglomération de Longueuil **(C.D.C.A.L.)**
- Développement social Saint-Hubert (**D.S.S.H.**)
- Développement social Vieux-Longueuil (**D.S.V.L.**)
- Front d'action populaire en réaménagement urbain **(F.R.A.P.R.U.)**
- Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec **(R.R.A.S.M.Q.)**
- Réseau Solidarité Itinérance du Québec **(R.S.I.Q.)**
- Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie **(T.R.O.C.-M.)**
- Table Itinérance Rive-Sud **(T.I.R.S.)**
- Table de concertation en santé mentale de la Rive-Sud

Nous tenons à remercier Martin Gratton pour la création de notre logo.

BIPED info@bipedcom.com